

Unité inter départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 8 décembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **NOURI'VRAI**

Vaugoust  
72170 PIACE

Références : 2022-715\_INSP\_Nouri'vrai – Piacé\_RAP  
Code AIOT : 0006305801

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2022 dans l'établissement NOURI'VRAI (ex RICHARD-ex HUTTEPAIN BOUIX) implanté Vaugoust 72170 PIACE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection réalisée dans le cadre du plan de contrôle pluri annuel. La dernière inspection a été réalisée le 27/02/2019.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NOURI'VRAI (ex RICHARD-ex HUTTEPAIN BOUIX)
- Vaugoust 72170 PIACE
- Code AIOT : 0006305801
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de fabrication d'aliments pour animaux (ruminants, porcs et volailles) produit de 65 à 70 000 t/an soit une production journalière de 250 à 320 t/jour. L'activité a été autorisée le 20 août 2010 au nom de la société HUTTEPAIN-BOUIX pour une production de 344 t/jour.

En 2020, le site a été repris par un nouvel exploitant, la société RICHARD. Le site a changé de raison sociale depuis le 1 juillet 2020 et est devenu "NOURI'VRAI". Le siège de l'établissement est à BESSE-SUR-BRAY. Il fait partie du groupe LDC.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites données à la précédente inspection faite en 2019

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	2019-E2-installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 7.2.5	Oui	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
13	2022-émissions et envois de poussières	Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 3.1.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	2019-R8-Formation	Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 7.3.3	Oui	Sans objet
10	2022-Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 4.2.2	/	Sans objet
11	2022-dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 7.2.7.2	/	Sans objet
12	2022- état des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	2019-R1-obturbateur sur sortie rejet	Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 4.2.2	Oui	Sans objet
2	2019-E1-vérification après travaux installations protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Oui	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	2019-R2- inventaire des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 7.1.1	Oui	Sans objet
5	2019-E3 et R4 - Propreté – usage du balai	Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 15	Oui	Sans objet
6	2019-R5- chaudière	Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 1.1.2	Oui	Sans objet
7	2019-R6- Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 1.1.3	Oui	Sans objet
8	2019-R7- Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 7.3.1	Oui	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de prendre les dispositions relatives :

- à la mise en conformité des installations électriques en vue qu'elles ne puissent entraîner des risques d'incendie et d'explosion;
- à la mise en oeuvre de moyens ou mesures permettant d'éviter ou réduire strictement les émissions et envols de poussières dans les locaux lors des opérations de manipulation, transvasement et transport des produits pulvérulents.

Par ailleurs, l'exploitant doit:

- réaliser un ou des plan -s des réseaux d'alimentation et des collecte d'effluents liquides (égouts) conformément à son arrêté préfectoral;
- justifier de la mise en place de formations relatives aux risques d'incendie et d'explosion dans l'établissement, et de la réalisation d'exercice ou de sensibilisation du personnel aux consignes établies pour l'exploitation des installations;
- mettre en place un état des stocks conformément à l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010;
- mettre en place un carnet de bord pour la protection contre la foudre et faire procéder aux contrôles périodiques prévus dans l'arrêté préfectoral conformément à la notice technique et de maintenance.

### 2-4) Fiches de constats

<b>N° 1 : 2019-R1-obturbateur sur sortie rejet</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux – dispositifs d'isolement
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnection, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...);</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...);</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejets de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le plan avec l'emplacement de la trappe d'isolement a été transmis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 2 : 2019-E1-vérification après travaux installations protection foudre</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, .
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions contre la foudre sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une des vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
<b>Constats :</b> Un compteur "foudre" a été installé dans le local électrique. Il comptabilise 5 agressions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 3 : 2019-E2-installations électriques</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 7.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conformes aux normes françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.[...]</p> <p><b>Constats :</b> Pour répondre à ce constat en 2019, l'exploitant a transmis une copie de la liste des observations faites en 2018 annotée de manière manuscrite pour justifier que ces observations font l'objet d'une prise en compte.</p> <p><u>Le 2 décembre 2022</u>, l'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le rapport de vérification Q18 des installations électriques du 11/01/2021 réalisé par l'Apave pour son intervention du 17/12/2020 au 18/12/2020 qui conclut sur une installation électrique pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion. En annexe confidentielle, les points de non conformité ou anomalies constatées et préconisations associées;</li> <li>- le rapport de vérification Q18 des installations électriques du 4/01/2022 réalisé par l'Apave pour son intervention du 3/01/2022 au 4/01/2022 qui conclut sur une installation électrique pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion. En annexe confidentielle, les points de non conformité ou anomalies constatées et préconisations associées;</li> <li>- le rapport de vérification des installations électriques du 4/01/2022 réalisée par l'Apave. Il a été relevé 24 observations ou non conformités.</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué qu'il a repris le site en 2020. Depuis, il déclare avoir procédé à la remise en état de certains équipements. Néanmoins, l'exploitant n'a pas mis en place de dispositif d'enregistrement et de prise en compte efficace des observations/ non conformités pour lesquelles il doit réaliser des actions correctives. Il s'avère que des constats faits en 2020 (cf Q18 du 11/01/2021) sont repris dans le Q18 du 4/01/2022, signifiant que les actions correctives n'ont pas été réalisées. Par sondage, l'inspection des installations classées a demandé si l'extincteur inapproprié à un feu d'origine électrique du poste haute tension a été changé. L'exploitant a répondu négativement.</p> <p><b>L'exploitant doit :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en place un dispositif d'enregistrement et de suivi des observations/ non conformités du rapport de vérification permettant de justifier clairement les actions correctives (trace écrite des éventuelles mesures correctives prises). Par exemple, en listant dans un tableau la date de signalement de ces observations et non conformités, la nature des actions correctives menées avec la date et l'identité de l'intervenant, les références éventuelles des documents associés (factures, ...), la validation par une personne responsable dans l'établissement.... ;</li> <li>- procéder ou faire procéder aux actions correctives listées par l'Apave;</li> <li>- demander à l'organisme de contrôle de compléter la prestation de vérification et/ou justifier de la vérification des effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.</li> </ul> <p>L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral. Pour justifier le respect de cet article, l'exploitant transmet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le rapport Q18 concluant à l'absence de risques d'incendie et d'explosion ou tout justificatif au moins équivalent,</li> <li>- la présentation des mesures prises pour un suivi efficace des observations/ non conformités de l'organisme de contrôle avec les mesures correctives prises.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

<b>N° 4 : 2019-R2- inventaire des produits dangereux</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.</p> <p><b>Constats :</b> Le 2/12/2022, l'exploitant a remis un état des stocks de matières dangereuses daté du 9 janvier 2022 sous un format d'une page A4, qui fournit une indication moyenne des quantités de produits correspondant aux substances dangereuses présentes dans l'établissement. Par exemple, pour les matières premières en sacs, les produits ne sont pas cités mais regroupés sous le terme "MP sacs ensachés pour l'alimentation animale, à caractères dangereux selon FDS". Il n'y a que le pictogramme correspondant à la mention de dangers (pas les mentions "HXXX"). L'état physique n'est pas explicite (mais peut se deviner à la lecture du document). La liste des produits est faite par localisation, ce qui ne permet pas de repérer le danger d'un produit pris individuellement (exemple, toutes les MP dites dangereuses en sacs sont regroupées, sans dénomination permettant d'identifier leur différence éventuelle en termes de mentions de dangers (HXXX) ni de quantité (il est indiqué pour l'ensemble un stock variable de 20 à 50 tonnes). Au dos de ce document figure un plan permettant de repérer l'emplacement des matières dangereuses.</p> <p>L'exploitant a eu connaissance des observations (ci-dessous) qu'il convient de prendre en compte pour améliorer le document.  NB : Un autre constat a été établi sur le sujet dans le présent rapport, concernant l'état des matières stockées de manière générale pour le cas, notamment, d'incendie sur le site.</p> <p><b>Observations :</b> L'exploitant pourrait améliorer le document, au moins pour les produits en quantité notable ou significative (telles que les matières premières en sacs), en indiquant (par exemple):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la nature de chaque produit (dénomination commerciale, ...),</li> <li>- la (ou les) substance-s dangereuse-s (éventuellement principales) composant le produit,</li> <li>- la (les) mention -s de dangers du produit, les pictogrammes correspondants (selon l'étiquette de l'emballage),</li> <li>- la quantité correspondante,</li> <li>- l'emplacement sur site.</li> </ul> <p>Cet état des stocks des matières dangereuses doit être le plus proche possible en termes de quantité de la quantité réelle présente sur le site (et non pas basé sur les quantités minimale et maximale). Sauf justification, l'état des stocks ne peut être établi sur une seule date pour une année.</p> <p>L'exploitant doit également veiller à demander à ses fournisseurs les mises à jour des fiches de données de sécurité des produits. En effet, les deux fiches de données de sécurité présentées (par sondage), datent du 27/10/2015 et du 02/02/2017.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 5 : 2019-E3 et R4- Propreté – usage du balai</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, limitation des poussières – usage exceptionnel de balais ou air comprimé
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'appareils qui présentent toutes les garanties de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. L'utilisation de balais ou d'air comprimé ne se produit qu'à titre exceptionnel et fait l'objet de consignes particulières.</p> <p><b>Constats :</b> Concernant l'usage du balai, l'exploitant a mis en place une note de service pour les opérateurs de fabrication, datée du 2 avril 2019.</p> <p>Cette note précise que l'usage du balai doit être limité au ramassage des tas de déchets destinés au rebut et aux zones où l'aspirateur et la balayeuse ne peuvent aller. Il indique qu'il faut privilégier l'utilisation de l'aspirateur centralisé et la balayeuse car le balai est générateur de nuages de poussières.</p> <p>Par ailleurs, si l'usage de soufflettes à air comprimé est admis dans certains cas, il appartient à l'exploitant de veiller à ce que cet usage reste exceptionnel, et dans des conditions évitant les risques d'incendie ou d'explosion (absence de risques d'étincelle, ...).</p> <p>Concernant la présence de poussières, un nouveau constat a été établi dans le présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 6 : 2019-R5- chaudière</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, respect des prescriptions applicables à l'arrêté ministériel 2910 -D
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les installations soumises à déclaration respectent les prescriptions d'aménagement et d'exploitation définies par les arrêtés types correspondants, en complément des dispositions générales portant sur l'ensemble du site figurant dans le corps du présent arrêté, sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent arrêté.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a fourni en 2019 des éléments de réponse au dernier contrôle de 2017, indiquant que la remarque a fait l'objet d'une intervention le 5/01/2018 puis le 6/03/2018.</p> <p>Ce sujet n'a pas été de nouveau développé lors de l'inspection du 2/12/2022.</p> <p><b>Observations :</b> Sur le site, il n'y a plus qu'une chaudière de 1,7 MW fonctionnant au propane (cf courrier du préfet du 26/06/2020).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>N° 7 : 2019-R6- Situation administrative</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 1.1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques 2910-2260 -3642
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
<b>Constats :</b> Au plan administratif, selon les informations dont dispose l'inspection des installations classées, l'établissement a fait l'objet : <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un arrêté préfectoral initial du 20 août 2010 délivré à la société HUTTEPAIN-BOUIX pour la fabrication d'aliments pour animaux visée sous les rubriques 2260-1 (344 t/j- régime A), 1412-2-b (stockage de gaz inflammables -24 t - régime D), 2910-A-2 (2 chaudières au propane 2,5 MW- régime D);</li> <li>- d'un courrier du préfet du 3 février 2017 actualisant la situation administrative et adressé à la société HUTTEPAIN-BOUIX pour les rubriques 3642-2 fabrication d'aliments pour animaux (344 t/j), 2260-1 (344 t/j) sous le régime de l'autorisation, puis sous le régime de la déclaration: 4718-2 (ex 1412-2);</li> <li>- d'un récépissé de changement d'exploitant du 25 mars 2020 adressé à la société RICHARD succédant à la société HUTTEPAIN-BOUIX à Piacé;</li> <li>- d'un courrier du préfet du 26 juin 2020 adressé à la société RICHARD pour actualiser la situation administrative pour les rubriques 3642-2-a (344 t/j)(régime A), 2910-A-2 (installation de combustion 1,7 MW) (régime D) et stockage de gaz inflammable sous la rubrique 4718-2-b (24 t) (régime D).</li> </ul> <p>La liste des installations classées est à jour en première approche selon les données fournies.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant doit confirmer le cas échéant, si aucun courrier n'a été adressé aux services de la préfecture en charge des installations classées concernant le changement de raison sociale : la société NOURI'VRAI remplace la SAS RICHARD.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 8 : 2019-R7- Consignes d'exploitation</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, formalisation des consignes de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement. (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites. Les consignes doivent notamment indiquer : • l'interdiction de fumer ; • l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un « permis d'intervention » ; • l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ; • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours. Les consignes ou modes opératoires sont intégrés au système de gestion de la sécurité. Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires. L'exploitant affecte des moyens appropriés au système de gestion de la sécurité. Il veille à son bon fonctionnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les bilans relatifs à la gestion du retour d'expérience.</p> <p><b>Constats :</b> Dans son courrier de réponse du 10/04/2019, l'exploitant a fourni une procédure d'exploitation datée du 8/4/2019 visant les trappes. Cette consigne prend en compte plusieurs étapes: démarrage le matin, marche normale, périodes de maintenance, mode dégradé, remise en service.</p> <p>Les autres consignes concernant les autres parties des installations n'ont pas été consultées le 2/12/2022. Ce sujet n'a pas été repris compte-tenu que sur la consigne présentée, les observations faites en 2019 ont été globalement prises en compte.</p> <p>L'exploitant s'assure qu'il dispose des consignes pour les équipements nécessitant des procédures de mise en sécurité à la suite d'arrêt ou après travaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 9 : 2019-R8- Formation</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, exercices périodiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. • toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre, • les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes, • des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité, • un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci, une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.</p>
<p><b>Constats :</b> Entre 2019 et 2022, il y a eu un changement d'exploitant et du renouvellement de personnel.</p> <p>Le 2/12/2022, l'exploitant a indiqué que certaines formations nécessitent un renouvellement (formation au maniement des extincteurs par exemple).</p> <p><b>En retour du présent rapport, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la liste des formations mises en place ou prévues sur les risques inhérents des installations industrielles (principalement incendie et explosion), en indiquant, pour chaque formation (par exemple maniement des extincteurs, mise en oeuvre des consignes en cas d'incendie, ...), la qualité des personnes devant la suivre (exemple: les opérateurs y compris intérimaire);</li> <li>- les mesures prises pour la réalisation des formations par le personnel concerné (exemple, formation à ...dès l'embauche, plan de formation et de recyclage,...) ;</li> <li>- les mesures prises pour la réalisation d'exercices ou d'entraînement d'application des consignes.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 10 : 2022-Plan des réseaux</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, alimentation en eau et collecte des effluents liquides
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation;</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnection, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...);</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés;</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...);</li> <li>- les ouvrages d'épuration internes avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Constat du 2/12/2022: L'exploitant indique que le site date de 1960 et qu'aucun plan des réseaux n'a été établi. Le plan transmis pour répondre au point de contrôle n°1 ci-avant, n'est pas daté, ne comporte pas les réseaux d'alimentation, ni de collecte. L'exploitant a fait apparaître de manière manuelle (stylo rouge) certains ouvrages (fosses toutes eaux, filtre à sable, séparateur hydrocarbure, sanitaires, chaufferie).</p>
<p><b>L'exploitant fait procéder à la réalisation d'un plan de l'établissement qui réponde à l'article 4.2.2. Il présente en retour du présent rapport à l'inspection des installations classées, les mesures prises en ce sens avec échéancier de réalisation.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 11 : 2022-dispositions relatives à la protection contre la foudre</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 7.2.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérifications annuelle et tous les deux ans des dispositifs de protection
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou toute norme équivalente en vigueur dans un état membre de l'Union européenne.</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées , par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des nouvelles installations pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en oeuvre avant le début de l'exploitation. les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une des vérifications fait apparaître le nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p> <p>L'exploitant tient en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux installations au 1er janvier 2012. Durant la période transitoire, les équipements mis en place en application de la réglementation antérieure font l'objet d'une surveillance conformément à la norme NF C 17-100.[...].</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une étude technique et notice de vérification et de maintenance datée du 29/05/2012 de l'APAVE.</li> </ul> <p>Le système de protection contre la foudre serait décrit au §4 de ce document. Les modalités de vérification et maintenance visuelles (tous les ans) et complètes (tous les deux ans) sont listées aux § 3 et 4;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un rapport d'intervention de BCM Foudre du 9/12/2020 qui a priori correspond à une vérification complète. Il apparaît que certains documents n'ont pas été transmis pour ce contrôle (notice de vérification et de maintenance, plan d'implantation des protections, carnet de bord);</li> <li>- un bon de commande d'intervention du 13 septembre 2022 de la société BCM Foudre pour un contrôle en 2022. Ce bon a été accepté le 9/11/2022 par la société NOURI'VRAI. Le contenu de la vérification (vérification annuelle visuelle ou vérification complète) n'apparaît pas de manière explicite).</li> </ul> <p>L'inspection des installations classées rappelle que l'établissement doit remettre à l'organisme compétent en charge de l'intervention, l'ensemble des documents nécessaires.</p> <p>Le rapport d'intervention du 9/12/2020 paraît incomplètement renseigné : en page 2, il a été constaté qu'aucun des documents cités n'a été coché par l'organisme de contrôle, sans</p>

<p>explication.</p> <p>Il apparaît que la visite annuelle visuelle à réaliser en 2021 n'a pas été faite. L'exploitant ne dispose pas de carnet de bord.</p> <p>Par ailleurs, 5 coups de foudre ont été enregistrés sur le compteur du site. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les actions mises en oeuvre à la suite de ces enregistrements (qui datent peut-être d'avant 2020).</p> <p><b>L'exploitant doit :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en place un carnet de bord;</li> <li>- prévoir la mise à disposition de l'organisme compétent des documents nécessaires au contrôle (notice de vérification et maintenance, plan d'implantation des protections, carnet de bord);</li> <li>- s'assurer d'une vérification complète en 2022 selon la notice de vérification et de maintenance, et prévoir une vérification visuelle en 2023 conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral;</li> <li>- faire réaliser une vérification visuelle en cas de coup de foudre enregistré par un organisme compétent, un mois maximum après le coup de foudre, et, si besoin, procéder à la remise en état des équipements, dans un délai d'un mois.</li> </ul> <p>Il précise en retour du présent rapport à l'inspection des installations classées, les mesures prises pour respecter les dispositions ci-dessus, et confirme la réalisation d'une vérification complète en 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 12 : 2022- état des matières stockées</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, état des stockage y compris les matières combustibles non dangereuses
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas mis en place cet état des stocks qui concerne l'ensemble des produits dangereux et les matières combustibles non dangereuses (par exemple, stockage de palettes, d'emballages plastiques, papiers,...).</p> <p><b>En retour du présent rapport, il présente à l'inspection des installations classées, les mesures prises pour disposer de cet état des stocks permettant, entre autres au service d'incendie et de secours de disposer d'information sur la nature des produits dangereux et/ou combustibles entreposés dans les locaux de production.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 13 : 2022- émissions et envols de poussières</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 3.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs ...).</p> <p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection faite en 2019, il avait été constaté la présence de couches de poussières. Depuis, le nouvel exploitant a réalisé des travaux visant à remettre en état des équipements de production.</p> <p>Ainsi, il a indiqué avoir demandé un devis pour l'aménagement du poste de chargement vrac 1. Ce poste permet de remplir un chargement par camion, via une goulotte. Ce poste se situe dans le bâtiment de stockage et d'exploitation (ensachage). En cas de remplissage d'un camion, de la poussière est émise dans ces locaux, du fait de l'absence d'équipement permettant de prévenir les envols de poussières dans les locaux. Il n'y a pas d'aspiration d'une part, et, d'autre part, les bandes translucides qui entouraient a priori ce poste, ne sont plus en mesure de limiter les envols (ne descendent pas suffisamment pour entourer la zone de chargement).</p> <p>Au niveau de la presse n°3, à l'étage 1, un équipement percé à l'emplacement de la descente de produit pulvérulent, conduit à de l'émission de poussières se dispersant dans l'atelier de production. Plusieurs équipements ne sont plus étanches ou suffisamment capotés. De ce fait, malgré les opérations de nettoyage que déclare effectuer l'exploitant, lors des opérations de manipulation et de transvasement, la poussière s'accumule sur les parois, tuyauteries, équipements divers.</p> <p><b>L'exploitant doit réaliser les aménagements de confinement, d'aspiration, et de réparation nécessaires pour éviter ou strictement limiter les émissions de poussières dans les locaux du fait des installations de manipulation, de transvasement, et de transport de produits pulvérulents.</b></p> <p><b>Il fait procéder au nettoyage des parois, tuyauteries, équipements sur lesquels les couches de poussières se sont accumulées.</b></p> <p><b>Un projet d'arrêté de mise en demeure rappelant ces obligations va être proposé au préfet.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois